

Histoires d'eau

Le contrôle des débits des fleuves, enjeu stratégique majeur, est la source de nombreux conflits potentiels, dont celui du Nil n'est pas le moindre.

Les Coréens du Sud ne s'y attendaient pas. Lorsque Pyongyang décida d'ouvrir il y a quelques jours les vannes d'un de leurs barrages situés sur la rivière Imjin, au nord de la ligne de démarcation, c'est toute une région du Sud qui fut inondée, la crue rapide et spectaculaire du fleuve Han, dans lequel se jette l'Imjin, emportant une dizaine de civils. Cet exemple illustre aisément l'usage qui pourrait être fait de l'arme bleu en cas de conflit entre les deux Corées. Que le Nord ouvre les vannes de tous ses barrages, et c'est le Sud qui sera en partie inondé, limitant par la même ses capacités de militaires et de défense civile.

L'utilisation de la menace hydrique n'est pas récente. On sait l'importance que joue le barrage Atatürk en Anatolie orientale dans le contrôle du Tigre et de l'Euphrate, deux fleuves nourriciers pour des pays comme la Syrie et l'Irak - dont les relations avec le voisin turc sont largement dictées par le risque de voir, en cas de conflit, Ankara fermer les vannes et assécher leurs territoires.

Sur la carte des tensions géopolitiques, là n'est pas pour autant aujourd'hui le risque principal. Il faut davantage se projeter sur le continent africain, notamment tout au long du Nil. Plus grand fleuve d'Afrique, ce dernier est stratégique pour l'Égypte qui en tire la quasi-totalité de ses ressources en eau. Cette dernière, largement favorisée par le colonisateur britannique lorsque ce dernier décida de la répartition des eaux du Nil – que régit toujours un traité signé en 1929 (et légèrement réactualisé trois décennies plus tard), entend en rester la bénéficiaire principale. Les autres États riverains – Ouganda, Kenya, Éthiopie et Soudan pour l'essentiel demandent depuis dix ans une renégociation. Sans succès.

Tout aurait pu en rester là si Israël, à la recherche d'un désenclavement stratégique, n'avait décidé d'appuyer les revendications des pays du Sud du bassin du Nil. La tournée du chef de la diplomatie israélienne dans la région, début septembre, n'avait d'autre but. Il faut dire que Tel Aviv a des relations proches avec l'Éthiopie, l'ancien Abyssinie du Négus, vieille terre chrétienne encerclée par des territoires voués à l'islam. Le Nil Bleu prend sa source au lac Tana, sur les hauts plateaux éthiopiens... et représente 80% de l'eau coulant au Caire. En 1978, le président Sadate avait déjà menacé l'Éthiopie d'entrer en guerre contre elle si elle ne renonçait pas à la construction d'un important barrage susceptible de limiter le débit du fleuve. Il n'est pas certain qu'Addis-Abeba obtempère à nouveau si, demain, un nouvel ultimatum lui était adressé par l'Égypte. En attendant, plusieurs barrages sont aujourd'hui en construction... avec le soutien d'Israël.

La situation au Sud-Soudan animiste et chrétien,, frontalier de l'Éthiopie, est aussi dictée par ces considérations hydriques. Un référendum d'auto-détermination est prévu pour 2011. Que l'indépendance sorte des urnes et cette région stratégique pourrait basculer dans le camp israélo-américain, et priver Khartoum de ses ressources en eau. C'est en tout cas là une des craintes principales du régime islamique soudanais qui pourrait être tenté de plonger le sud dans un nouveau chaos afin d'éviter la tenue de ce référendum.

(Pascal LOROT - Le Nouvel Economiste - n°1491 – Du 1er octobre au 7 octobre 2009)